

Initiatives ministérielles

morceau, elle doit s'appliquer également à tout le monde. C'est pourquoi nous disons qu'il doit y avoir des majorités régionales pour respecter ce qu'est le vrai Canada. Par contre, il ne faudrait pas exclure une région du Canada, car, à ce moment-là, le débat référendaire et le vote ne signifiaient virtuellement rien.

Alors, j'aurais aimé que le projet de loi soit plus approprié et que les dépenses soient mieux contrôlées. La mécanique ou le véhicule peut être défectueux. Mais ce qui est important en vertu de la loi référendaire, c'est que le verdict ultime sera celui rendu par chacun des citoyens qui ira librement voter en faveur de ce pays auquel nous croyons. C'est ce qu'on a toujours proposé.

Le projet de loi n'est pas parfait. Pour ma part, il y a des éléments que je voudrais modifier. Il y a des inquiétudes qui sont exprimées. Toutefois, nous avons voulu, dès le début, collaborer avec le gouvernement. Comme je le disais au début, si vous prenez le projet tel que présenté par le ministre des Affaires constitutionnelles hier, tous les éléments que nous avons soumis, par écrit, et qui furent adoptés par le Parti libéral dans toutes les régions du Canada, se retrouvaient dans le rapport de la Chambre des communes et se retrouvent encore dans le projet que le ministre a annoncé. En fait, ce qui nous donne beaucoup de satisfaction, c'est que les réticences que nous avions mentionnées. . .

[Traduction]

Nous ne souscrivions pas à certains points du rapport Beaudoin. Nous n'étions pas non plus à la table des négociations, mais les premiers ministres et les représentants qui s'y trouvaient ont tenu compte de certaines de nos objections. Nous avons fait connaître nos objections parce que, à notre avis, c'est ce qu'il fallait faire.

Prenons la question de la culture. Il faut maintenir le droit d'aider tous les Canadiens dans ce domaine. Nous pourrions faire autrement, parce que la Constitution ne prévoit rien à ce sujet, mais nous avons opté pour une meilleure définition de ce droit.

C'est la même chose avec l'énergie. Nous pensons que la nation devait avoir son mot à dire en ce qui concerne les politiques énergétiques du pays. Quelle est l'idée d'être ensemble si nous ne pouvons pas défendre l'intérêt national quand le Parlement nous le demande?

Nous avons accompli beaucoup de progrès. J'en suis bien content. Je comprends que le Bloc québécois refuse de voter, je ne comprends pas pourquoi tous les autres députés ne votent pas ensemble. Nous avons travaillé ensemble. Nous avons présenté une proposition. Nous nous sommes battus très fort pour en arriver là. À la dernière minute, le Nouveau Parti démocratique se défie quand nous voulons demander au peuple son opinion;

c'est incroyable. Il ne sait plus faire la différence, les arbres lui cachent la forêt.

• (1110)

D'un point de vue politique, je suis heureux car lorsque je parcourrai le Canada, je pourrai dire: «Ce sont ceux-là qui ne veulent pas qu'on vous consulte au moyen d'un référendum national.» C'est excellent pour moi, mais c'est mauvais pour le pays de voir que ce parti ne peut pas se montrer à la hauteur de sorte que les trois principaux partis puissent s'entendre relativement à un projet de loi. Celui-ci n'est peut-être pas parfait, mais il donnera lieu à l'un des plus grands jours de notre pays.

Ce jour-là au Canada, tous les citoyens se rendront aux isolements et décideront tous ensemble de demeurer unis pour le prochain siècle. Les gens du Canada anglophone se lèveront pour déclarer: «Allons voter et disons oui au Québec. Disons oui au Canada renouvelé.» Les gens du Québec déclareront: «Oui, nous voulons continuer à faire partie du Canada, car c'est la meilleure solution pour nous.»

Ce sera un soir mémorable lorsque, tous ensemble, les différents partis formés des gens qui croient en ce pays auront donné naissance au Canada du XXI^e siècle.

Les membres de mon parti voteront en faveur de ce projet de loi. Nous avons demandé au gouvernement de déclarer très clairement que nous n'irons pas de l'avant si, par référendum, nous n'obtenons pas l'assentiment de la majorité dans les quatre régions du Canada. Nous voulons que le gouvernement comprenne bien que nous n'avons jamais proposé un référendum simplement pour avoir un moyen de pression sur les premiers ministres provinciaux en vue d'obtenir une solution; notre but était plutôt d'obtenir la ratification de la part de chaque citoyen. Nous voulons que tous les citoyens puissent déclarer, comme je l'ai déjà dit, que malgré tous les problèmes actuels et futurs, ce pays demeure encore le meilleur et qu'il vaut la peine qu'on se batte pour le préserver. C'est la raison pour laquelle nous sommes tous dans cette Chambre.

J'espère que le référendum aura lieu cette année. L'avenir sera magnifique pour ce pays que je considère comme le plus grand et le meilleur au monde, notre cher Canada.

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Je voudrais signaler à la Chambre que les *Procès-verbaux* d'hier contiennent plusieurs erreurs dans la liste des votes. À cause d'erreurs d'ordinateur majeures, encore inexplicables, les listes telles qu'imprimées ne reflètent pas exactement les notes versées au dossier du greffier lors des votes d'hier soir.